



Commission juridique et technique

Distr. limitée
4 décembre 2019
Français
Original : anglais

Vingt-sixième session

Commission juridique et technique,
première partie de la session
Kingston, 24 février-6 mars 2020

Ordre du jour provisoire de la Commission juridique et technique

1. Ouverture de la session.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Élection à la présidence et à la vice-présidence.

A. Activités des contractants

4. Rapport sur l'état des contrats d'exploration.
5. État d'avancement des programmes de formation au titre des plans de travail relatifs à l'exploration et sélection des participants à ces programmes.
6. Examen des rapports annuels des contractants¹.
7. Rapport sur les examens périodiques de l'exécution des plans de travail relatifs à l'exploration.

B. Demandes d'approbation de plans de travail relatifs à l'exploration

8. Examen de demandes d'approbation de plans de travail relatifs à l'exploration, s'il y a lieu².

C. Activités de réglementation de l'Autorité

9. Questions en suspens concernant le projet de règlement relatif à l'exploitation des ressources minérales dans la Zone.

¹ L'examen de ce point aura lieu durant la deuxième partie de la session, en juillet 2020.

² Les éventuelles demandes d'approbation de plans de travail relatifs à l'exploration seront examinées dans l'ordre où elles auront été reçues.



10. Élaboration de normes et de directives pour les activités menées dans la Zone.
11. Poursuite de l'examen de la procédure d'étude de l'impact sur l'environnement de certaines activités menées en cours d'exploration.

D. Plans de gestion de l'environnement

12. Examen de la mise en œuvre du Plan de gestion de l'environnement pour la zone de fracture de Clarion-Clipperton et élaboration de plans régionaux de gestion de l'environnement pour d'autres secteurs de la Zone.

E. Gestion des données

13. Mise en œuvre de la stratégie de gestion des données de l'Autorité.

F. Questions renvoyées à la Commission par le Conseil

14. Questions relatives au patronage par les États de contrats d'exploration dans la Zone, en particulier celle du critère de contrôle effectif, et questions liées à la monopolisation des activités menées dans la Zone, compte tenu, en particulier, du concept d'abus de position dominante¹.
15. Questions relatives à la mise en fonctionnement de l'Entreprise, en particulier les incidences juridiques, techniques et financières pour l'Autorité.
16. Examen des dispositions des règlements relatifs à la prospection et à l'exploration qui concernent la possibilité d'offrir une participation au capital d'une entreprise conjointe en vue d'harmoniser l'ensemble des règlements à cet égard et de formuler une recommandation à ce sujet aux fins d'examen par le Conseil à sa session suivante¹.
17. Questions liées à la conduite d'activités de recherche scientifique marine dans les secteurs d'exploration¹.

G. Questions diverses

18. Questions diverses.
-